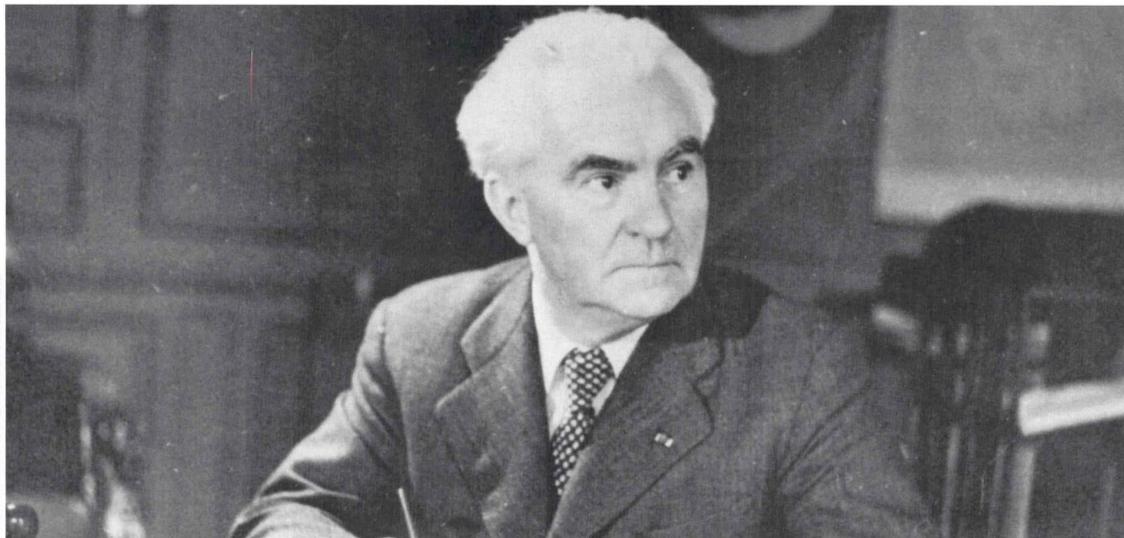




## Le bras droit de Jean Moulin en zone occupée

Résistant de la première heure, Henri Manhès est à partir du printemps 1942 le représentant de Jean Moulin en zone occupée. Il y œuvre à l'unification des multiples organisations résistantes, jusqu'à son arrestation le 3 mars 1943.



© Musée de l'ordre de la Libération / Fonds Schreiber.

Durant les combats du printemps 1940, la base aérienne de Saint-Cyr que commande Manhès semble avoir été peu impliquée dans les opérations militaires, si ce n'est par des missions spéciales de récupération de matériel laissé derrière les lignes du front durant la débâcle des armées françaises. Il quitte l'armée le 12 août 1940.

Avec sa seconde épouse, Lucie Montoursy, il s'installe à Bargemon dans le Var et y tient un hôtel. Il y fréquente souvent Jean Moulin, qu'il avait déjà revu à Chartres durant les jours terribles de juin 1940 qui vit le préfet de l'Eure tenter de se suicider pour ne pas exécuter un ordre infamant des autorités d'occupation. Moulin, qui s'est préparé des faux papiers sous le nom de Joseph Mercier, songe alors à quitter la France pour poursuivre le combat. Manhès semble alors avoir aidé son ami à obtenir des autorités policières locales les documents nécessaires à la délivrance d'un passeport.

Les activités de Manhès en 1941 restent quasiment inconnues. On ne retrouve dans les archives et témoignages sa trace qu'en mai 1942, lorsque Jean Moulin l'envoie en zone nord pour y être son adjoint.

### Zone occupée

À cette date, Moulin a déjà mené un travail d'unification des trois principaux mouvements de résistance de la zone sud. Mais la zone nord reste pour lui, comme pour les services secrets gaullistes de Londres, très mal connue. Installé à l'hôtel à Paris, Manhès, qui a pour adjoints Pierre Meunier et Robert Chambeiron, tous deux anciens du cabinet de Pierre Cot, s'occupe d'abord de créer des liaisons avec le secrétariat de Jean Moulin en zone sud, tout au long de la ligne de train PLM, avec des complicités pour passer la ligne de démarcation à Châlons-sur-Marne, Poligny et Montceaux-Mines. Manhès noue des liens étroits avec deux mouvements, Ceux de la Libération,



© Musée de l'ordre de la Libération.



**Intervention d'Henri Manhès lors de la 5<sup>e</sup> séance du Conseil mondial de la Paix, à Berlin (Allemagne), le 2 juillet 1952.**

dirigé par Maurice Ripoché, et Ceux de la Résistance, dirigé par Jacques Lecompte-Boinet, qui obtiennent par son intermédiaire un contact régulier avec Londres. Il est également en contact avec des organisations locales, comme La Voix du Nord et Lorraine, ainsi qu'avec la nébuleuse résistante issue de la franc-maçonnerie, dont il est membre, qui sera regroupée par la suite sous le nom de l'organisation *Patriam Recuperare*. En revanche, Manhès reste largement ignorant de ces deux importantes organisations de la zone occupée que sont Libération-Nord, implantée dans les milieux syndicaux, et l'Organisation civile et militaire, qui recrute dans les milieux bourgeois.

Jusqu'à la fin de 1942, l'existence de Manhès et de son travail en zone occupée est inconnu des services du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), les services secrets gaullistes. Comme l'explique Daniel Cordier dans *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon* (Jean-Claude Lattès, 1994) le rôle des adjoints de Moulin en zone occupée était « politique, c'est-à-dire qu'ils maintenaient la liaison avec

les mouvements, les partis et les syndicats de la zone occupée. Jamais ils n'eurent un quelconque droit de regard sur le secrétariat, les radios, les parachutages ou l'Armée secrète. Jamais ils n'eurent communication du moindre télégramme ou du moindre rapport et jamais, de leur côté, ils n'en adressèrent à Londres. [...] Sous la direction de Moulin, ils maintenaient des contacts ou assistaient à des négociations, présidaient même des séances du Comité de coordination, mais ils n'avaient aucune autorité pour donner des ordres au nom de la France libre. »

Début 1943, Moulin décide de faire venir Manhès à Londres, où il arrive le 28 janvier. Sous le nom de colonel Marceau, alias Frédéric, il est présenté au général de Gaulle. « Il a réalisé le rapprochement de certains éléments d'anciens partis politiques et groupements philosophiques dans le but d'étendre l'action politique de la France combattante et de grossir les rangs de l'armée secrète », note le rapport du BCRA sur son activité.

## 27 interrogatoires

Tandis que Moulin part à son tour à Londres, Manhès est parachuté en France. Le 2 mars 1943, il rencontre à Paris les membres de la mission Arquibuse/Brumaire, le colonel Passy, chef du BCRA, et Pierre Brossolette, venus en mission d'inspection de la Résistance en zone nord. Sur fond de tensions entre les deux hommes et Jean Moulin sur l'organisation de la Résistance, l'entrevue est tendue. Les envoyés de Londres lui

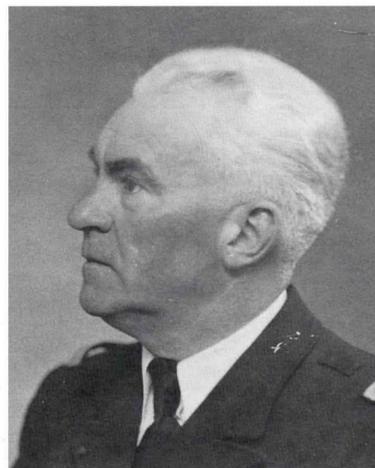
### Jacques Lecompte-Boinet, chef du mouvement Ceux de la Résistance, raconte dans ses mémoires :

(on) « m'amena dans un café un homme encore jeune et dont les cheveux complètement blancs donnaient à sa figure plus de jeunesse encore : des yeux perçants, très noirs, accrochaient le regard, presque fascinants. Quand on les avait vus, on ne voyait plus qu'eux. Il se présenta sous le nom de « colonel Frédéric » ; il n'avait pas besoin de dire qu'il était officier, toute son allure trahissait sa profession. (...) La tête de Frédéric était tellement repérable que, si la Gestapo par hasard avait son signalement, elle le reconnaîtrait à cent pas. [...] Je présentai à Frédéric ma femme et mes adjoints. Ce qui nous frappa d'abord, c'est l'extraordinaire confiance qu'il témoignait à notre égard et son extraordinaire simplicité. Nous étions déjà de vieux amis et nous n'avions rien à nous cacher ».

Jacques Lecompte-Boinet, *Mémoires d'un chef de la Résistance. Zone nord - Alger - Londres - Paris*, édition établie, annotée et présentée par Bruno Leroux, édition du Félin, 2021.

reprochent une certaine désorganisation, tandis que Manhès les accuse de vouloir entraver l'action unificatrice de Moulin. Le lendemain, Manhès est arrêté par la brigade spéciale n° 2 de la police française.

Les brigades spéciales se focalisaient surtout sur la répression anticommuniste. C'est en arrêtant un cadre communiste clandestin, Pierre Brossard, qu'elles mettent la main sur un rapport consacré précisément à leur activité. Remontant les filières, la brigade spéciale n° 2 apprend qu'il est destiné à un dénommé « le commandant ». « Identifié et arrêté « le commandant ». Fondé de pouvoir de la société des brevets AB, demeurant à Bargemon (Var) et actuellement en hôtel 149 rue de Rome, reconnaît son activité gaulliste et déclare servir d'agent de liaison entre des responsables de l'organisation en zone libre et en zone occupée », note le rapport policier.



© Musée de l'Ordre de la Libération

Les charges qui pèsent contre Manhès sont trop accablantes pour qu'il ait pu tenter de nier son implication dans la Résistance. Livré par la police française, qui comprend vite qu'elle a mis la main sur un dirigeant de premier plan, aux autorités allemandes deux jours après son arrestation, Manhès est interrogé à 27 reprises, puis condamné à mort en novembre. Entretemps, Jean Moulin a été arrêté et l'essentiel de l'appareil de la Résistance a été démantelé durant les catastrophes du printemps 1943, dont l'arrestation de Manhès a été un des éléments déclencheurs. À la sortie de différentes interventions, sa condamnation à mort n'est pas exécutée. Il est déporté en Allemagne le 24 janvier 1944. Commence alors pour lui, au sein du camp de Buchenwald, une seconde existence de résistant.

NICOLAS CHEVASSUS-AU-LOUIS